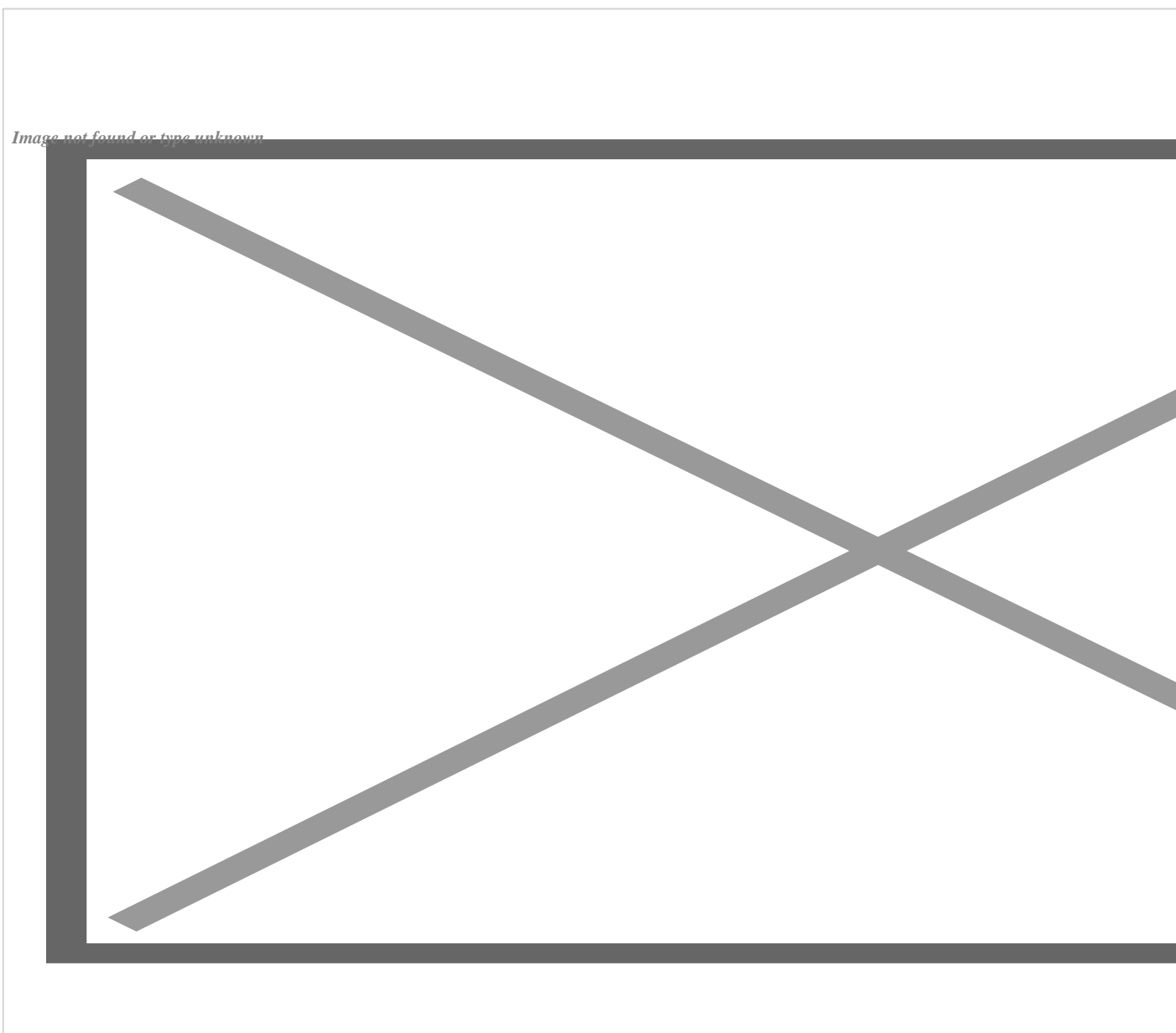


Pour un nouveau contrat entre le nord et le sud



Par Roberto Morejón

Le Sommet pour un Nouveau pacte financier mondial a montré la reconnaissance internationale de l'existence d'une crise grave, multiple ou en cascade comme le dit l'ONU, d'où l'urgence de répondre aux besoins du Sud appauvri et perturbé par la situation.

Organisée à Paris, à l'initiative d'Emmanuel Macron, c'est le président français qui a qualifié la réunion de moment décisif dans les tentatives de construction d'un nouveau consensus pour la planète.

Selon le président, la réunion de Paris, à laquelle ont participé des chefs d'État, des personnalités et des directeurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a permis d'élaborer un document avec une vision politique partagée sur la conception d'un chemin vers une réforme profonde de l'architecture financière internationale et de la gouvernance.

Certes, les paroles de l'hôte permettent d'espérer du bon, car les pays participants se sont engagés à atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars pour le financement de programmes visant à réduire les effets du changement climatique.

À ce chiffre concret s'ajoutent les appels lancés lors de la réunion pour transformer l'ordre financier international actuel en un système plus juste et plus solidaire.

Un ordre qui, comme le souligne Antonio Guterres, est obsolète, dysfonctionnel et injuste, et ne répond pas à un monde multipolaire.

Le secrétaire général de l'ONU a raison, car comme l'a souligné le premier président Miguel Díaz-Canel, qui a assisté à la conférence en tant que président pro tempore du groupe des 77 plus la Chine, les pays en développement sont confrontés à une situation extrême.

Cette région du monde a doublé sa dette extérieure au cours de la dernière décennie et a dû consacrer près de 380 milliards de dollars de ses réserves à la défense de ses monnaies.

Dans ce contexte d'exigences, la proposition du président colombien Gustavo Petro sur la nécessité d'aller de l'avant dans l'échange de la dette publique contre l'action climatique a acquis une large perspective.

L'initiative, soutenue par M. Macron et d'autres participants, pourrait être portée à la Conférence des Nations unies sur l'environnement (COP28).

Dans ce consensus apparent, le Sommet pour un Nouveau pacte financier mondial a semblé prendre des mesures pour parvenir à un nouveau contrat entre le Nord et le Sud afin de répondre aux urgences liées au changement climatique et au développement dans un contexte mondial troublé.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/326716-pour-un-nouveau-contrat-entre-le-nord-et-le-sud>



Radio Habana Cuba